



PRÉFET DES HAUTES-ALPES

Direction Départementale des Territoires
Service Agriculture et Espaces Ruraux

Gap, le 25 SEP. 2015

ARRETE PREFECTORAL n°... 2015-268-2

ordonnant la réalisation d'un tir de prélèvements renforcé en vue de la protection contre la prédation du loup (*Canis lupus*) des troupeaux domestiques situés sur les communes de ANCELLE, CHAMPOLEON hors zone cœur du Parc National des Ecrins, CHATEAUROUX-LES-ALPES hors zone cœur du Parc National des Ecrins, CHORGES, LA BATIE-NEUVE, LA ROCHETTE, ORCIERES hors zone cœur du Parc National des Ecrins, PRUNIERES, REALLON hors zone cœur du Parc National des Ecrins et SAINT-JEAN-SAINT-NICOLAS

LE PREFET DES HAUTES-ALPES

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2 ; R.411-6 à R.411-14 ; L.427-6 et R.427-4 ;

Vu le code rural et de la pêche et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2015 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*), et notamment son article 27 ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2015 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée pour la période 2015-2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-198-11 du 17 juillet 2015 délimitant pour le département les unités d'action prévues par l'arrêté du 30 juin 2015 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral 2014-364-005 du 30 décembre 2014 portant nomination des lieutenants de louveterie ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-201-5 du 20 juillet 2015 relatif à l'ouverture et à la clôture de la chasse pour la campagne 2015-2016 dans le département des Hautes-Alpes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-265-2 du 22 septembre 2015 fixant la liste des personnes habilitées à participer aux opérations de tir de défense renforcée et aux opérations de tir de prélèvement, en application de l'arrêté interministériel du 30 juin 2015 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*), dans le département des Hautes-Alpes ;

Vu les arrêtés préfectoraux n°2014-148-0005 du 28/05/2014, n°2014-213-0012 du 01/08/2014, n°2014-213-0011 du 01/08/2014, n°2014-356-0005 du 19/12/2014, n°2015-173-5 du 22/06/2015, n°2015-117-10 du 19/04/2015, n°2015-119-11 du 29/04/2015, n°2015-120-5 du 30/04/2015, n°2015-120-4 du 30/04/2015, n°2015-120-3 du 30/04/2015, n°2015-120-2 du 30/04/2015, n°2015-120-1 du 30/04/2015, n°2015-125-6 du 05/05/2015, n°2015-155-5 du 04/06/2015, n°2015-177-3 du 26/06/2015, n°2015-205-2 du 24/07/2015, n°2015-155-2 du 04/06/2015, n°2015-034-0005 du 03/02/2015, n°2015-092-0030 du 02/04/2015, n°2015-139-11 du 19/05/2015, n°2015-147-7 du 27/05/2015, n°2015-147-9 du 27/05/2015, n°2015-147-8 du 27/05/2015, n°2015-147-11 du 27/05/2015, n°2015-057-0017 du 26/02/2015, n°2015-210-6 du 29/07/2015, n°2014-307-0002 du 03/11/2014, n°2015-048-0023 du 17/02/2015, n°2015-177-4 du 26/06/2015, n°2014-192-0004 du 11/07/2014, n°2015-078-0007 du 19/03/2015, n°2015-127-9 du 07/05/2015, n°2015-127-8 du 07/05/2015, n°2015-147-13 du 27/05/2015, n°2015-147-10 du 27/05/2015, n°2015-147-12 du 27/05/2015, n°2015-173-4 du 22/06/2015, n°2014-317-0013 du 13/11/2014, n°2015-056-0008 du 25/02/2015, n°2015-119-10 du 29/04/2015, n°2015-169-13 du 18/06/2015, n°2014-252-0004 du 09/09/2014, n°2014-252-0003 du 09/09/2014, n°2015-034-0004 du 03/02/2015, n°2015-131-7 du 11/05/2015, n°2015-155-3 du 04/06/2015, n°2015-169-12 du 18/06/2015 autorisant des tirs de défense en vue de la protection contre la prédation du loup (*Canis lupus*) des troupeaux domestiques situés sur les communes de ANCELLE, CHABOTTES, CHAMPOLEON, CHATEAUROUX-LES-ALPES, CHORGES, EMBRUN, GAP, LA BATIE-NEUVE, LA ROCHETTE, ORCIERES, PRUNIERES, REALLON, SAINT-JEAN-SAINT-NICOLAS, SAINT-LAURENT-DU-CROS et SAINT-LEGER-LES-MELEZES ;

Vu les arrêtés préfectoraux n°2014-226-0006 du 14/08/2014, n°2014-342-0009 du 08/12/2014, n°2015-229-5 du 17/08/2015 et 2015-258-2 du 15/09/2015 autorisant des tirs de défense renforcée en vue de la protection contre la prédation du loup (*Canis lupus*) des troupeaux domestiques situés sur les communes de ANCELLE, LA BATIE-NEUVE, CHAMPOLEON et CHATEAUROUX-LES-ALPES ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014-267-0002 du 24/09/2014 ordonnant un tir de prélèvement en vue de la protection contre la prédation du loup des troupeaux domestiques situés sur les communes de ANCELLE et LA BATIE-NEUVE ;

Considérant que des mesures de protection contre la prédation du loup ont été mises en œuvre par 69 % des éleveurs ovins et caprins situés sur les communes de ANCELLE, CHABOTTES, CHAMPOLEON, CHATEAUROUX-LES-ALPES, CHORGES, EMBRUN, GAP, LA BATIE-NEUVE, LA ROCHETTE, ORCIERES, PRUNIERES, REALLON, SAINT-JEAN-SAINT-NICOLAS, SAINT-LAURENT-DU-CROS et SAINT-LEGER-LES-MELEZES ; et notamment par Monsieur ALLEMAND Sébastien, Madame BERNARD Martine, Monsieur BERTRAND Alain, Monsieur BERTRAND POMMIER Jean-Claude, Monsieur BLANC Pierre, Monsieur CHAUVET Renaud, Madame DOUSSOT Elisabeth, Madame DURIF Marlène, Monsieur ESCALLIER Raymond, Monsieur ESPITALLIER Jean, Monsieur GIRAUD-MISSIER Michel, Monsieur GIRAUD-MOINE Lionel, Monsieur GLEIZE Jean-Luc, Monsieur GRIVEL Alain, Monsieur GUIEU Richard, Monsieur MATHERON Hervé, Monsieur NICOLAS Lionel, Monsieur PELLISSIER Pascal, Monsieur RIGNON Laurent, Monsieur ROUIT Sébastien, Monsieur ROUIT Claude, Monsieur SEINTURIER Sébastien, Madame SOUBEYRAND Michèle, Monsieur TALOTTA Didier, Monsieur TALOTTA Sylvain, Monsieur VINCENT Thomas, l'EARL de l'AIGLE, le Gaec des Baisses, le Gaec des Estiennes, le Gaec des Garantons, le Gaec des Roubis, le Gaec des Sonnailles, le Gaec du Bois Noir, le Gaec du mouton des cimes libres, le Gaec du Pomeyret, le Gaec l'agneau de nos montagnes, le Groupement pastoral d'Ancelle représenté par Monsieur PELLISSIER Pascal, le Groupement pastoral d'Ancelle représenté par Monsieur TALOTTA Didier, le Groupement pastoral de Chenarette représenté par Madame DOUSSOT Elisabeth, le Groupement pastoral de la Gardette représenté par Madame DOUSSOT Elisabeth, le Groupement pastoral de St Jean St Nicolas représenté par Monsieur LEAUTHIER Rémi, le Groupement pastoral du Tourrond représenté par Monsieur ROUIT Sébastien, le Groupement Pastoral Gap Veynes représenté par Monsieur GRIVEL Alain, le Groupement pastoral ovin de Châteauroux représenté par Monsieur PEYRON Patrick, au travers de contrats avec l'État (mesure d'aide à la protection des troupeaux contre la prédation du Plan de développement rural régional), ou de mesures équivalentes. Les mesures souscrites sont : gardiennage ou visite quotidienne, parcs électrifiés de pâturage ou de regroupement et chien(s) de protection.

Considérant qu'à l'issue du suivi hivernal 2014-2015, l'ONCFS a classé les communes ANCELLE, CHAMPOLEON, CHORGES, LA BATIE-NEUVE, LA ROCHETTE, ORCIERES, PRUNIERES, REALLON et SAINT-JEAN-SAINT-NICOLAS en zone de présence régulière du loup et la commune de CHATEAUROUX-LES-ALPES en zone de présence occasionnelle du loup ;

Considérant que pour l'année 2014 malgré la mise en œuvre des mesures de protection et le déploiement du protocole d'intervention 33 attaques ayant entraîné la mort ou la blessure de 119 animaux ont eu lieu sur les communes de ANCELLE, CHAMPOLEON, CHATEAUROUX-LES-ALPES, CHORGES, ORCIERES, LA BATIE-NEUVE, LA ROCHETTE, PRUNIERES et REALLON ;

Considérant que pour l'année 2015, au 24/09/15, malgré la mise en œuvre des mesures de protection et le déploiement du protocole d'intervention 15 attaques ayant entraîné la mort ou la blessure de 68 animaux ont eu lieu sur les communes de CHAMPOLEON, CHATEAUROUX-LES-ALPES, ORCIERES, LA ROCHETTE, REALLON et SAINT-JEAN-SAINT-NICOLAS ;

Considérant que ces données font ressortir une situation de dommages importants et récurrents d'une année sur l'autre qu'il convient de faire cesser en ordonnant la réalisation d'un tir de prélèvements ;

Considérant que la zone d'intervention définie correspond à un périmètre cohérent au regard de l'occupation du territoire par les loups ayant causé les dommages tel que défini par l'article 28 de l'arrêté du 30 juin 2015 susvisé ;

Considérant que la mise en œuvre de ce tir de prélèvement ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du plafond de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée, fixé par l'arrêté du 30 juin 2015, qui intègre cette préoccupation ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Il est ordonné une opération de tir de prélèvements de 1 loup (mâle ou femelle, jeune ou adulte) pour la protection des troupeaux domestiques des communes de ANCELLE, CHAMPOLEON hors zone cœur du Parc National des Ecrins, CHATEAUROUX-LES-ALPES hors zone cœur du Parc National des Ecrins, CHORGES, LA BATIE-NEUVE, LA ROCHETTE, ORCIERES hors zone cœur du Parc National des Ecrins et hors réserve naturelle nationale du Cirque du Grand Lac des Estaris, PRUNIERES, REALLON hors zone cœur du Parc National des Ecrins et SAINT-JEAN-SAINT-NICOLAS.

Elle sera réalisée dans le respect de cet arrêté et de l'arrêté ministériel du 30 juin 2015.

ARTICLE 2 : Le tir de prélèvements pourra être réalisé par les personnes suivantes :

- Sébastien BARRAL, lieutenant de louveterie, qui dirigera cette opération, ou en cas d'empêchement de ce dernier, ses suppléants pour cette opération, soit Michel BERTOLI et Thierry ESCALLIER.
- les lieutenants de louveterie du département,
- ou toute personne visée par l'arrêté fixant la liste des personnes habilitées à participer aux opérations de tir de défense renforcée et aux opérations de tir de prélèvements pré cité.

ARTICLE 3 : Les armes autorisées pour la réalisation du tir de prélèvements sont celles de la catégorie C et D1 mentionnées à l'article 2 du décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif, et notamment les carabines à canon rayé munies de lunette.

ARTICLE 4 : Le tir de prélèvements peut avoir lieu de jour comme de nuit selon les modalités d'exécution définies par le chef du service départemental de l'ONCFS qui est chargé du contrôle technique de l'opération.

Afin d'assurer le bon déroulement des opérations, en l'absence d'un agent de l'ONCFS, un lieutenant de louveterie, ou, sous réserve qu'il ait suivi une formation spécifique assurée par l'ONCFS, un garde particulier assermenté ou un chasseur est désigné comme responsable.

L'utilisation de sources lumineuses est autorisée.

L'utilisation de tout autre moyen susceptible d'améliorer le tir de prélèvement notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups fixé par l'ONCFS est autorisée.

ARTICLE 5 : Le tir de prélèvements peut également être réalisé à l'occasion de battues aux grands gibiers réalisées dans le cadre de chasse ordinaire ou de battues administratives.

L'opération doit alors être déclarée au service départemental de l'ONCFS, en indiquant sa localisation, sa date et les coordonnées téléphoniques du responsable d'opération.

Afin d'assurer le bon déroulement des opérations, en l'absence d'un agent de l'ONCFS, un lieutenant de louveterie ou un chasseur est désigné comme responsable.

Avant le début de l'opération, le responsable établit la liste des participants à la battue et la tient à disposition des agents en charge de la police de la nature.

Lorsqu'un tir a pu être réalisé en direction d'un loup, que le loup ait été atteint ou non, le responsable de l'opération informe le service départemental de l'ONCFS.

ARTICLE 6 : Le tir de prélèvements peut également être réalisé à l'occasion de chasse à l'approche ou à l'affût d'espèces de grand gibier.

Le président de la société de chasse déclare au service départemental de l'ONCFS la localisation, la période et la liste des chasseurs mandatés dans les conditions prévues à l'article 31 susceptibles d'intervenir sur la zone concernée pendant la période fixée par l'arrêté préfectoral autorisant le tir de prélèvements.

Le président de la société de chasse tient à jour un registre de présence indiquant le nom des chasseurs, la date et le secteur de chasse. Ce registre est tenu à la disposition des agents en charge de la police de la nature.

Lorsqu'un tir a pu être réalisé en direction d'un loup, que le loup ait été atteint ou non, l'auteur du tir informe immédiatement le service départemental de l'ONCFS.

ARTICLE 7 : Si un loup est blessé dans le cadre du présent arrêté, le responsable d'opération informe sans délai le service départemental de l'ONCFS qui est chargé de rechercher de l'animal et d'informer le préfet. Si un loup est prélevé dans le cadre du présent arrêté, le responsable d'opération informe sans délai le service départemental de l'ONCFS qui informe le préfet.

ARTICLE 8 : La mise en œuvre de l'arrêté est suspendue pour une période de 24 heures, dans le cas d'un loup blessé retrouvé mort ou considéré par l'ONCFS comme mortellement blessé, ou d'un loup prélevé dans le cadre d'une autre opération de tir de défense ou de prélèvement, dès lors qu'un seuil correspondant au plafond défini par l'arrêté ministériel du 30 juin 2015 susvisé minoré de quatre spécimens est atteint.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté est valable jusqu'au 29/02/2016 inclus, que les troupeaux demeurent exposés ou non au risque de prédation du loup.

Toutefois, il cesse de produire effet si :

- le nombre de loup défini à l'article 1 est atteint ;
- le plafond défini par l'arrêté ministériel prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel 30 juin 2015 susvisé est atteint.

ARTICLE 10 : Cet arrêté est susceptible, dans les deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille.

ARTICLE 11 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Alpes, le directeur départemental des territoires des Hautes-Alpes et le chef du service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage des Hautes-Alpes, le Commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Alpes.

LE PREFET

Pierre BESNARD